

Spécial | Un scrutin sans pépin



Pour pallier la menace terroriste, un dispositif de sécurité a été mis en place par Pierre Dartout, le préfet de Gironde. Sur l'ensemble de la région Nouvelle-Aquitaine, 750 policiers et gendarmes ont été mobilisés.

« On ne peut pas faire mieux que ce qui est déjà fait ». Deux policiers bordelais expliquent les consignes reçues : « À part quelques forces de l'ordre en renfort, les directives restent les mêmes que pour chaque scrutin ». Des unités patrouillent à l'abord des quelques 1355 bureaux de vote de la région. Seul l'Hôtel de ville de Bordeaux soumet les électeurs à une fouille et à une présentation de leur carte électorale à l'entrée. Au moindre problème, les citoyens sont appelés à avertir la police en composant le 17. Indépendamment des risques terroristes, des CRS étaient postés en fin d'après-midi à la Victoire et place Pey Berland afin d'éviter tout débordement lié aux résultats.

Daniel Tayou, chef de centre du bureau de vote n°5, souligne le fait qu'un numéro vert et des instructions d'évacuation leur ont été transmises. « Il n'y a pas de bouton rouge », s'amuse-t-il. La barrière faisant office de barrage à l'entrée de l'école André Meunier n'a pas été placée spécifiquement pour l'évènement.

« On manque d'hommes » Rolland Philippe, secrétaire adjoint régional de l'unité SGP de police, évoque des règles classiques de sécurisation. « Ce n'est pas renforcé par rapport à l'état d'urgence. » La seule demande faite aux électeurs est de faire preuve de prudence. Malgré le fait que le « risque zéro n'existe pas », la surveillance reste discrète afin de ne pas effrayer la population. Les consignes seront les mêmes, assure-t-on, pour l'élection du 7 mai prochain.

